

Triomphe social-démocrate en Roumanie

Le chef de file du PSD, Liviu Dragnea, condamné pour fraude électorale, est favori pour devenir premier ministre

BUCAREST - *envoyés spéciaux*

Un an après avoir été expulsés du pouvoir par la rue, les sociaux-démocrates roumains ont remporté une écrasante victoire aux élections parlementaires, dimanche 11 décembre. Selon les résultats officiels, ils obtiennent 46 % des voix et 132 sièges. Avec leur allié – l'Alliance des libéraux et démocrates (ALDE) –, ils devraient facilement obtenir la majorité absolue à la Chambre des députés.

Le chef de file du Parti social-démocrate (PSD), Liviu Dragnea, a revendiqué la victoire depuis le siège du mouvement, étrangement vide de tout militant. « Il n'y a aucun doute sur le vainqueur de ces élections », a assuré sans emphase et sans sourire ce cadre historique du parti, âgé de 54 ans.

Héritier de l'ancien Parti communiste, le PSD a dominé le paysage électoral – sous différentes formes – depuis la révolution roumaine de 1989. Et, malgré sa condamnation à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale au printemps – une « erreur judiciaire », selon lui –, M. Dragnea fait figure de favori pour devenir le nouveau premier ministre du pays. « Je ne vais pas tourner le dos au vote d'aujourd'hui et en faire cadeau à quelqu'un d'autre », a-t-il affirmé.

Tonalité nationaliste

La loi roumaine interdit pourtant aux personnes condamnées au pénal de devenir ministre et le président libéral, Klaus Iohannis, a expliqué qu'il refuserait de nommer un condamné au poste de premier ministre. « Je refuse de croire que le président ne va pas comprendre ce qui s'est passé aujourd'hui », a répliqué M. Dragnea. Même si la participation a été très faible – 39 % –, le leader du PSD a pu compter sur son électorat traditionnel, plutôt rural et âgé, qui se mobilise toujours fortement. Le Parti social-démocrate a promis d'augmenter fortement les salaires et les retraites,

afin de redistribuer le produit de l'actuelle formidable croissance – soit + 4,6 % au troisième trimestre, meilleure performance au sein de l'Union européenne. « Les Roumains ont voté pour la croissance économique, la diminution des taxes et des impôts, pour avoir plus d'argent dans leur poche », a célébré M. Dragnea.

L'actuel premier ministre, Dacian Cioloș, est le grand perdant du scrutin. Cet ancien commissaire européen avait pris le pouvoir en novembre 2015 après la démission du social-démocrate Victor Ponta, emporté par les scandales de corruption et les manifestations qui ont suivi l'incendie funeste d'une boîte de nuit de Bucarest qui ne respectait pas les normes de sécurité.

À la tête d'un gouvernement de techniciens, il avait fait de la lutte contre la corruption et pour la transparence sa priorité. De fait, le très efficace parquet national anti-corruption a multiplié les procédures et les arrestations spectaculaires ces derniers mois. Le PSD, qui vante les vertus de la « prévention » plutôt que celles de la « sanction », pourrait désormais tenter de limiter ses pouvoirs.

« Sur le court terme, les promesses populistes sont plus payantes », avait déclaré avec regret M. Cioloș au Monde avant le scrutin. Sans se présenter directement aux élections, il bénéficiait du soutien de deux partis, le Parti national libéral (PNL) et le nouveau parti anti-corruption, l'Union Sauvez la Roumanie (USR). Le PNL a réalisé une contre-performance en obtenant

20 % des voix. « Un match se joue jusqu'au bout. Notre objectif reste de constituer une majorité parlementaire autour de l'actuel premier ministre, Dacian Cioloș », a toutefois expliqué sa présidente, Alina Gorghiu.

Agé d'un an à peine, l'USR réalise, lui, une percée, à 8,4 % des voix, et va faire son entrée au Parlement avec quatorze sièges, en ayant séduit une classe moyenne jeune et urbaine, fatiguée des

scandales à répétition. « Nous avons réussi à bâtir la troisième force politique du pays en quelques

« Je ne vais pas tourner le dos au vote et en faire cadeau à quelqu'un d'autre »

LIVIU DRAGNEA
président du PSD

mois, a expliqué au Monde la vice-présidente de l'USR, la Franco-Roumaine Clotilde Armand. Mais c'était très difficile dans les campagnes où les maires connaissent bien leurs ouailles et leur disent pour qui voter. »

La population rurale représente encore 45 % des Roumains, et la diaspora – évaluée à trois millions de personnes – n'a pu avoir qu'une influence marginale sur ce scrutin avec six députés seulement.

Pour la première fois depuis l'adhésion à l'UE en 2007, la campagne politique roumaine a pris une tonalité nationaliste et anti-européenne, avec l'émergence d'un nouveau parti d'extrême droite qui n'a toutefois pas pu passer la barre des 5 % nécessaires pour rentrer au Parlement.

Ce parti, formé par d'anciens sociaux-démocrates, soutenait officiellement le retour au pouvoir de M. Ponta, qui était pourtant candidat sur les listes du PSD malgré ses ennuis judiciaires. Celui-ci a fait campagne en s'en prenant à l'influence de « Bruxelles » et de « l'étranger » sur l'économie du pays, très dépendante des capitaux extérieurs.

« Le vote d'aujourd'hui nous montre que les Roumains veulent se sentir chez eux dans leur pays », a expliqué M. Dragnea. « La Roumanie respectera tous ses engagements internationaux », a-t-il toutefois garanti. ■

MIREL BRAN
ET JEAN-BAPTISTE CHASTAND